

Arm - NVIDIA : la souveraineté fera-t-elle achopper le deal ?

« Ce ne sera plus Downing Street, mais la Maison Blanche qui décrètera à qui Arm a le droit de vendre. » Cette phrase figure dans une lettre ouverte adressée à Boris Johnson en septembre dernier. NVIDIA venait d'[officialiser](#) son intention de croquer l'entreprise britannique.

L'auteur de la lettre n'est autre qu'Hermann Hauser, cofondateur d'Arm. L'intéressé a appelé Londres à obtenir plusieurs engagements. Notamment des garanties de maintien de poste pour les employés au Royaume-Uni (sur ce point, il mentionne les suppressions d'emplois que NVIDIA avait orchestrées après son acquisition d'Icera en 2011). Et, sur le volet de la souveraineté, la non-soumission aux restrictions commerciales qu'a imposées l'OFAC américaine. Des voix se sont élevées dans le camp travailliste pour porter le message.

Si les autorités britanniques sont en position de bloquer le deal, elles ne sont pas seules. NVIDIA devra aussi obtenir, entre autres, le blanc-seing de Pékin. La Chine [s'impose](#) comme le plus gros consommateur de semi-conducteurs. Elle en importe pour environ 300 milliards de dollars par an. On imagine les craintes que soulève l'idée d'un passage sous pavillon américain, surtout dans le contexte des relations commerciales actuelles avec Washington. En première ligne, son « porte-drapeau » Huawei, qui demeure sur la liste noire où l'avait placé l'administration Trump. Il exploite la propriété intellectuelle d'Arm pour concevoir ses gammes de puces Kirin (terminaux mobiles), Kunpeng (serveurs) et Ascend (IA).

Face à la muraille de Chine

En 2018, la Chine avait mis un terme à un autre projet de fusion dans l'industrie des semi-conducteurs. Après quasiment deux ans, Qualcomm avait renoncé à mettre la main sur NXP. Qualcomm est cette fois-ci [du côté des plaignants](#). Client majeur d'Arm, il craint que la « neutralité » commerciale de l'entreprise ne soit remise en cause. Y compris sur le long terme, NVIDIA étant susceptible de finir par orienter la R&D en sa faveur. Autre réalité dont il ne fait pas son propos : NVIDIA entend ouvrir une partie de sa propriété intellectuelle dans le domaine des GPU par le biais du réseau de partenaires d'Arm. Ce qui pourrait déboucher sur des puces concurrentes des Adreno.

D'autres acteurs majeurs [auraient](#) alerté les autorités américaines : Google et Microsoft. Sur place, obtenir le feu vert pourrait se révéler d'autant plus difficile que la FTC (Federal Trade Commission) va évoluer vers une composition à majorité démocrate. Et que sa présidente porte une attention particulière aux effets des fusions verticales (impliquant des entreprises non directement concurrentes). À tel point qu'elle a officiellement [appelé](#) ses pairs à ne pas s'appuyer sur les bonnes pratiques d'évaluation en vigueur, car « trop axées sur les bénéfiques » de telles opérations.

NVIDIA aura un quatrième obstacle à franchir : la Commission européenne. À l'heure de dévoiler ses intentions d'acquisition, le groupe américain s'était donné 18 mois pour finaliser l'opération. Il maintient être en mesure de démontrer la [pertinence](#) de cette combinaison de « deux sociétés

complémentaires ». Il s'est d'ores et déjà engagé à maintenir le siège social d'Arm au Royaume-Uni (à Cambridge). Et à créer des emplois sur place, notamment en développant un centre d'IA doté d'un supercalculateur.

Photo d'illustration © Arm Holdings